

Déclaration commune sur le Mozambique

Par les directeurs régionaux des Nations Unies pour l'Afrique australe et orientale

L'ONU est profondément préoccupée par l'aggravation de la crise humanitaire et l'escalade de la violence qui forcent des milliers de personnes à fuir dans la province de Cabo Delgado

20 Janvier 2021, Johannesburg

L'intensification du conflit et la détérioration de la situation humanitaire à Cabo Delgado ont rendu les communautés totalement dépendantes de l'aide humanitaire. Plus de 565 000 personnes ont fui leurs domicile et leurs villages depuis les attaques de groupes non étatiques, qui ont commencé en 2017, forçant des milliers de personnes à abandonner leurs cultures et leurs moyens de subsistance.

En décembre dernier, les directeurs régionaux des Nations Unies pour l'Afrique orientale et australe se sont rendus au Mozambique pour évaluer le sort et les besoins des populations déplacées ainsi que des communautés hôtes dans le nord de la province de Cabo Delgado, et ont rencontré des représentants du gouvernement à Maputo.

Ils ont exprimé leurs profondes préoccupations concernant la situation humanitaire qui se déroule à Cabo Delgado, où les conflits et la violence ont exposé les gens à des violations des droits de l'homme et ont laissé les communautés avec un accès très limité à la nourriture et aux moyens de subsistance. L'insécurité croissante et la médiocrité des infrastructures signifient qu'il est devenu plus difficile d'atteindre les personnes dans le besoin et avec la pandémie de COVID-19, la crise est devenue encore plus complexe.

La mission conjointe avec les directeurs régionaux de la FAO, du FIDA, de l'OIM, du FNUAP, du HCR et du PAM, ainsi que du gestionnaire du centre de résilience du PNUD et des membres de l'équipe de pays des Nations Unies, a permis aux participants de constater de première main l'impact de la violence continue à Cabo Delgado et pour montrer son soutien aux communautés touchées et au gouvernement du Mozambique.

Ils ont entendu des témoignages extrêmement émouvants d'hommes, de femmes et d'enfants déplacés dans la ville de Pemba, la capitale de Cabo Delgado, et dans les districts d'Ancuabe et de Chiúre, dont la vie a été bouleversée par les conflits et l'insécurité. Ils ont également rencontré des communautés accueillant des personnes déplacées, visité des zones de réinstallation prévues et eu des entretiens avec le gouverneur de la province et le secrétaire d'État, ainsi qu'avec des chefs religieux et des représentants d'organisations civiques.

À Maputo, les directeurs régionaux ont rencontré des représentants du gouvernement central et des partenaires au développement.

Ils caractérisent la crise dans le nord du pays comme une urgence complexe en matière de sécurité, de droits de l'homme, d'aide humanitaire et de développement, soulignant l'impératif de continuer à fournir une assistance vitale tout en soutenant collectivement le renforcement de la résilience à long terme mené par le gouvernement.

Tout en reconnaissant que beaucoup a été fait pour aider les victimes de la crise, les Directeurs régionaux ont souligné qu'avec l'augmentation quotidienne des déplacements, le

manque de nourriture, d'eau, d'assainissement, d'abris, de santé, de protection et d'éducation adéquats exacerbait une situation déjà désastreuse - un ensemble qui sera aggravé par l'imminence de la saison des pluies dans un pays particulièrement sujet aux extrêmes climatiques, comme l'ont illustré de façon dévastatrice les cyclones Idai et Kenneth en 2019. Plus récemment, la tempête tropicale Chalane, qui a frappé les mêmes populations en décembre dernier, comme le méga cyclone Idai il y a moins de deux ans, qui fut un rappel brutal de la menace climatique auxquels les Mozambicains sont confrontés et de l'urgence d'augmenter massivement les investissements dans la résilience.

La COVID-19 empêchant la réouverture des écoles, ils ont souligné l'importance d'un investissement solide dans l'éducation pour renforcer le capital social et humain du Mozambique.

Il est urgent d'élargir les programmes de protection, de santé, d'alimentation et de nutrition pour les enfants et les femmes vulnérables, les interventions de vaccination et d'immunisation et les conseils psychosociaux, et de travailler pour permettre aux familles déplacées d'agriculteurs et de pêcheurs de rétablir des moyens de subsistance durables.

Les directeurs régionaux ont appelé à soutenir la réinstallation adéquate des familles déracinées, mettant à rude épreuve les ressources déjà limitées des communautés d'accueil appauvries et ralentissant les efforts du gouvernement pour enregistrer et aider efficacement les personnes déplacées.

Ils ont noté que des investissements urgents dans le développement et le renforcement de la résilience sont nécessaires non seulement pour promouvoir les droits de l'homme et la justice sociale, mais aussi pour limiter l'impact des crises actuelles et aider à prévenir de futures.

Pour enrayer l'extrémisme violent, ils ont appelé à une approche transnationale des initiatives de développement et à donner la priorité à l'autonomisation économique et à l'inclusion sociale et politique des femmes et des jeunes.

Ils ont exhorté le Gouvernement du Mozambique et la communauté internationale à redoubler d'efforts pour mettre fin à toutes les formes de violence dans le pays, y compris la violence sexiste et le mariage des enfants, et à investir davantage dans les femmes et les filles en tant qu'agents de progrès et de changement.

Les directeurs régionaux ont exprimé leur gratitude au gouvernement pour son rôle en aidant à répondre aux besoins humanitaires des populations du nord du pays et ont réaffirmé l'engagement des Nations Unies à défendre les droits de l'homme et à promouvoir la paix et le développement durable pour tous les Mozambicains.

*** FIN